

A la Direction Générale des Finances Publiques

28 616 suppressions d'emplois depuis 2002

Pour 2014, 2 002 suppressions sont prévues,

dont 15 suppressions à la DDFIP d'Eure-et-Loir

Depuis 11 ans, sous des motifs et des appellations diverses (dont 5 ans de RGPP), la réduction de la dépense publique se poursuit à la DGFIP par la suppression de nombreux postes de fonctionnaires. Cette vision purement comptable et dogmatique de l'emploi public a conduit pendant 5 ans à ne pas remplacer en réalité à la DGFIP 2 postes sur 3 de fonctionnaires partant à la retraite. Ce sera encore le cas en 2014. Dans un contexte où le besoin de justice fiscale est fort, où l'accueil déborde, où la fraude fiscale est évaluée entre 60 et 80 milliards d'euros, des moyens humains et budgétaires sont indispensables à la DGFIP, or elle n'est toujours pas reconnue prioritaire par le gouvernement!

La DDFIP d'Eure-et-Loir encore frappée par les suppressions d'emplois

Les vagues de suppressions d'emplois depuis 2007 se sont ajoutées aux précédentes. Et elles se poursuivent à un rythme inquiétant, 2 002 suppressions de postes sont prévues en 2014. Au niveau national entre 2002 et 2014 : 20,65 % de postes auront été supprimés soit 28 616 emplois.

Depuis 2002, dans le département c'est près de 200 emplois, soit l'équivalent des résidences de Dreux et de Châteaudun qui ont été supprimées.

Que retenir de ces suppressions si ce n'est qu'elles sont irrationnelles et que les structures les plus importantes supportent les prélèvements sans plus aucune corrélation avec les charges de travail.

Voici donc la déclinaison des suppressions de postes en Eure-et-Loir (54 % sur la filière fiscale et 46 % sur la gestion publique) et la restitution d'une information essentielle quant au choix des services impactés.

Extrait sur document remis aux représentants du personnel :

Une réflexion en groupe de travail départemental composé d'un panel de comptables publics, responsables de SIP, SIE, SIP-SIE et Trésoreries a permis de réaliser des simulations à l'aide de l'outil APERFiP qui ont été complétées par une analyse du rapport « charges/emplois » déterminé par catégories de charges et de structures par comparaison avec des médianes nationales.

SUPPRESSIONS D'EMPLOIS DE LA DDFIP 28 AU 1^{er} JANVIER 2014

		A	B	C	Observations de la DDFIP 28	Observations de Solidaires Finances Publiques
FGP	Direction	-1	-1	-4	Dont 1 emploi C redéployé sur le SIP de Chartres.	Emplois C détaché dans les faits depuis la création du SIP.
	Paierie Départementale		-1			
	Trésorerie Chartres Banlieue			-1		
	PRS		+1		Implantation dans le cadre de la départementalisation des procédures collectives.	???
	SIP de Chartres			+1	Implantation de l'emploi redéployé de la structure « direction ».	Opération blanche : déjà en poste ...
	FF	Direction	-1	-1	-1	
SIP de Chartres			+1		Implantation dans le cadre du renforcement de la cellule-CSP de Chartres .	
SIP-SIE de Châteaudun				-2	Dont 1 emploi SIP et 1 emploi SIE	Carton plein pour ce site qui perd 3 postes de C...
SIP-SIE dont SIP Nogent-le-Rotrou			-1		Redéploiement dans le cadre du renforcement de la cellule-CSP de Chartres.	
SIE de Chartres			-1		Redéploiement dans le cadre de la départementalisation des procédures collectives.	A ce jour, la DGFIP n'a toujours publié de ratio charges/emplois...mais les SIE ont tellement gagné d'emplois ces dernières années...
BDV 1		-2				Le renforcement du contrôle fiscal dans le 28 c'est -2 vérificateurs...
SPF de Châteaudun				-1		Et voilà le 3 ^{ème} ...
TOTAL		-4	-3	-8		